



**Les Écologistes**  
Région Grand Est

**MAI 2026**

**RÉGION GRAND EST**

**VOS ÉLU·ES ÉCOLOGISTES  
EN ACTION**

MANDAT 2021-2028

# VOS ÉLU·ES

ET LES COMMISSIONS DANS  
LESQUELLES ILS ET ELLES SIÈGENT



**ELIANE ROMANI**  
(MOSELLE)  
TOURISME



**LOU NOIRCLÈRE**  
(VOSGES)  
TRANSPORTS /  
MONTAGNE ET RURALITÉ



**GÉRALDINE KRIN**  
(MEURTHE-ET-MOSELLE)  
SANTÉ, ÉCONOMIE



**JEAN-FRANÇOIS SECONDÉ**  
(MOSELLE)  
TRANSPORTS, FINANCES



**EVELYNE GAREAUX**  
(MEURTHE-ET-MOSELLE)  
JEUNESSE ET SPORT, CULTURE



**LAURENT DREYFUS**  
(HAUT-RHIN)  
FORMATION, AGRICULTURE



**CAROLINE REYS**  
(BAS-RHIN)  
LYCÉES, CULTURE



**LAURE HAAG**  
(BAS-RHIN)  
TERRITOIRE, ÉCONOMIE



**CÉCILE GERMAIN-ECUÉR**  
(HAUT-RHIN)  
INTERNATIONAL, ENVIRONNEMENT



**GÉRARD SCHANN**  
(BAS-RHIN)  
FORMATION, TERRITOIRES



**CHRISTOPHE DUMONT**  
(ARDENNES)  
AGRICULTURE, ENVIRONNEMENT



**LUDVINE PERARD**  
(MARNE)  
TOURISME, LYCÉES



**GHISLAIN WYSOCINSKI**  
(AUBE)  
FINANCES, INNOVATION



## **EDITO**

### **Grand Est : les écologistes face aux renoncements de la majorité régionale**

Avec un budget de plus de 4 milliards d'euros, notre région a les moyens de faire évoluer son territoire. Pourtant, force est de constater que les défis écologiques, sociaux et économiques ne sont pas pris en compte à la hauteur des enjeux. Nous appelons à l'action.

La crise climatique exige une rupture. Pourtant, la Région persiste à subventionner l'agro-industrie plutôt que les circuits courts et à privilégier les grands projets routiers (comme l'A31-bis) au détriment des mobilités douces. Les Services Express Régionaux Métropolitains (SERM) sont prometteurs mais leur financement est encore trop incertain. Quant à l'énergie, une transition durable portée par les citoyens-nes autour de filières locales peine à émerger, faute de volonté politique.

La majorité régionale se targue d'accompagner les territoires ruraux, mais son bilan reste timide. Les aides aux paysannes et paysans, complexes et insuffisantes, profitent surtout aux grandes exploitations, laissant les petites fermes et la bio sur le carreau. Le *Pacte pour les ruralités*, présenté comme une avancée, n'est qu'un recyclage de budgets existants.

Les lycées et la formation professionnelle manquent de moyens. Pendant ce temps, les jeunes du Grand Est partent trop souvent vers d'autres régions pour trouver les conditions de leur émancipation.

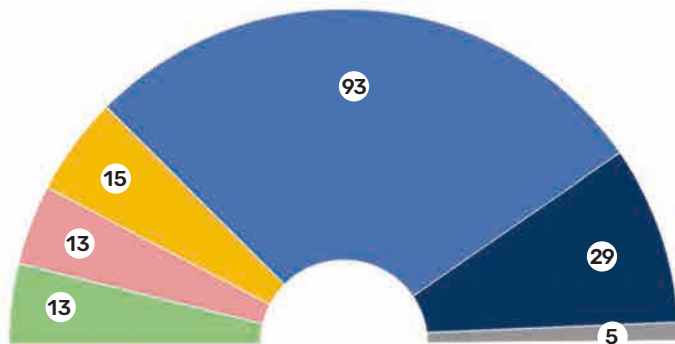
Face à ces constats, les écologistes portent une vision claire : réorienter les fonds vers les mobilités durables, la rénovation des lycées et la production durable, alimentaire ou industrielle. Il est temps de construire une région à la hauteur des défis du XXI<sup>e</sup> siècle – sobre, juste et résiliente.

**LOU NOIRCLERE**  
CO-PRÉSIDENT DU GROUPE

**ELIANE ROMANI**  
CO-PRÉSIDENTE DU GROUPE

# EN SAVOIR PLUS SUR LE GRAND EST

## La composition du Conseil Régional (168 élu·es)



- Les Écologistes
- La Gauche solidaire et écologiste
- Centristes et Territoires
- Groupe de la Majorité Régionale - Les Républicains, Centristes et Indépendants
- Rassemblement national et apparentés
- Non inscrits

**ABONNEZ-VOUS  
À NOTRE INFOLETTRE**  
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ POLITIQUE RÉGIONALE



SUIVEZ LE QR CODE OU SUR  
[LESECOLOGISTESGRANDEST.FR/NEWSLETTER/](http://LESECOLOGISTESGRANDEST.FR/NEWSLETTER/)

LA SURFACE DU GRAND EST

**57 441 km<sup>2</sup>**

**HABITANT·ES**

**5,5 millions**

SURFACES AGRICOLES

**3 millions hectares** (30 000 km<sup>2</sup>)

**DONT 221 700 en bio**

soit 7,3 % (France : 10,1%)

**1 800  
TER  
PAR JOUR**

TAUX DE  
CHÔMAGE

**7,3%**

**15,1%**

TAUX DE  
PAUVRETÉ

NOMBRE DE LYCÉES **356**

BUDGET

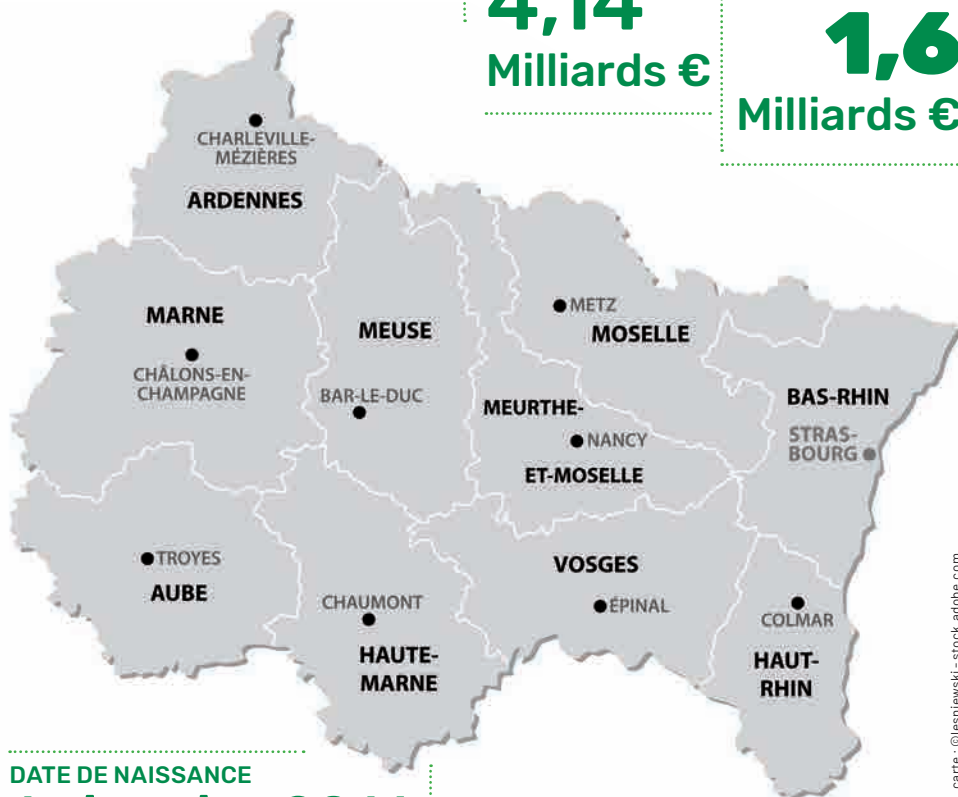
**4,14**

Milliards €

BUDGET  
TRANSPORTS

**1,6**

Milliards €



DATE DE NAISSANCE

**1<sup>er</sup> janvier 2016**



## UNE RÉGION AU PIED DU MUR CLIMATIQUE

*Face aux défis environnementaux de l'époque, la majorité régionale préfère le greenwashing à l'action. Pour protéger nos fermes, nos communes et notre énergie, nous défendons une transformation radicale : celle d'un territoire plus sobre et plus robuste face aux crises de demain.*

**Comment la Région accompagne-t-elle les paysans face au dérèglement climatique ?**



### **LAURENT DREYFUS :**

La majorité régionale se targue souvent d'être aux côtés des agriculteurs, mais son

bilan reste timide. Les aides, souvent complexes et insuffisantes, profitent surtout aux grandes exploitations conventionnelles, laissant les petites fermes et l'agriculture bio sur le carreau.

Plutôt que de soutenir massivement l'agro-industrie, la Région devrait prioriser le soutien aux petites exploitations, aux circuits courts, aux outils de transformation locaux et à la transition vers le bio, seuls capables de résister durablement au chaos climatique. Aujourd'hui, l'action de notre collectivité ressemble davantage à du greenwashing qu'à une vraie politique de résilience. Il est urgent de réorienter les fonds vers celles et ceux qui nourrissent vraiment les territoires.

**La Majorité régionale a lancé le Pacte pour les ruralités, estimez-vous que la Région est assez proche des communes ?**



### **LAURE HAAG :**

Le Pacte pour les ruralités, présenté comme une avancée majeure, révèle en réalité une approche superficielle et opportuniste. Les

écologistes, seuls à ne pas l'avoir soutenu, l'ont fait par exigence, non par dogmatisme. Ce pacte n'est qu'un habillage communicationnel : les 800 millions d'euros annoncés ne sont que la reconduction de budgets existants.

Une région véritablement engagée pour les ruralités agirait sur les urgences, dans leur diversité selon les territoires : de la tarification sociale des transports au soutien renforcé à la culture, notamment via l'Agence Culturelle, aujourd'hui sacrifiée.

La défiance des citoyen·nes envers leurs élu·es n'a jamais été aussi forte. Plutôt que des effets d'annonce, il est temps d'agir avec transparence et ambition. La ruralité mérite mieux qu'un catalogue de mesures recyclées.

## Comment la Région répond-elle à la crise énergétique ?



### **CHRISTOPHE DUMONT :**

La Région n'est pas à la hauteur de la crise énergétique. Nous le savons, face aux tensions géopolitiques et face à la crise climatique, nous devons travailler pour notre souveraineté énergétique. Ce n'est pas le chemin dans lequel s'engage la Région à l'heure actuelle.

Concernant la méthanisation tout d'abord : on assiste aujourd'hui à une dérive industrielle qui échappe aux paysan-nes et nuit même aux éleveuses et éleveurs car les co-produits de l'agriculture qui allaient à l'alimentation animale sont désormais destinés aux panses des méthaniseurs.

De plus, la Région a porté récemment un coup d'arrêt aux énergies renouvelables en se désengageant du financement des études pour le photovoltaïque en toiture.

Enfin, massifier la rénovation thermique des logements devrait être une priorité absolue. À rebours de ce qu'il faudrait faire, la Région gèle certains de ses dispositifs en la matière.

## La politique environnementale de la Région est-elle à la hauteur de la crise climatique et de l'effondrement de la biodiversité ?



### **CÉCILE GERMAIN-ECUIER :**

La lutte contre le changement climatique et la préservation de notre écosystème devraient guider l'ensemble de nos politiques publiques régionales. La

Région persiste dans une approche sectorielle incohérente.

Certes, elle a mis en place un plan en faveur des haies. Mais dans notre région, on continue de détruire plus de haies que l'on en plante.

Alors que la majorité régionale ne jure que par l'innovation technologique, nous défendons la mise en place d'une véritable politique de résilience et de sobriété.

L'heure n'est plus à l'extractivisme et au productivisme forcenés. Nous sommes les seuls au sein du Conseil régional à nous opposer au tout-numérique, à la relance du nucléaire et aux grands projets inutiles comme Cigéo, Stocamine ou le technocentre de Fessenheim. Un changement de société est nécessaire. Il y a urgence.

## Comment concilier soutien aux acteurs économiques et transition écologique ?



### **ELIANE ROMANI :**

Soutenir les acteurs économiques dans le cadre de la transition écologique est un enjeu central, mais le bilan de la majorité actuelle laisse à désirer. Plutôt que de distribuer des subventions à tout-va, souvent captées par des entreprises florissantes dans le tourisme ou les grandes entreprises internationales, il est urgent de cibler les aides vers ceux qui en ont vraiment besoin : les petites entreprises en difficulté, les filières locales de première nécessité, et les initiatives porteuses d'un modèle économique durable.

Les aides devraient être fléchées vers l'économie sociale et solidaire, la relocalisation de la production alimentaire, ou encore le développement des circuits courts. Ces secteurs créent des emplois non délocalisables et répondent à des besoins essentiels.



## **MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS QUOTIDIENS DES HABITANT·ES**

*Sécurité de déplacement, sanitaire ou sociale : la priorité régionale devrait être notre sérénité quotidienne. Mais entre soucis de transports, culture fragilisée et risques environnementaux, les choix budgétaires de l'exécutif actuel menacent les moyens de vivre dignement sur nos territoires.*

**Les transports sont le premier budget régional : les investissements de la Région sont-ils suffisants pour répondre aux besoins ?**



### **LOU NOIRCLERE :**

La Région Grand Est a permis de consacrer davantage de budget aux transports que les régions Alsace, Lorraine et

Champagne-Ardenne. Certains investissements comme la réouverture de la ligne Nancy-Contrexéville, les Services Express Régionaux Métropolitains ou la rénovation des Lignes de Desserte Fine du Territoire sont des atouts pour nos territoires.

Cependant, l'exécutif régional ne se donne pas les moyens de ses ambitions pour les mobilités. Depuis un an, Thibaud Philipps, vice-président aux transports, retarde la levée du Versements Mobilités qui permettrait au monde économique de contribuer justement au développement des transports. À défaut, le coût du développement des transports repose lourdement sur les usagers et les usagers

du train qui subissent des hausses tarifaires annuelles.

Les besoins en mobilités dans le Grand Est sont importants : c'est le levier principal de la décarbonation et de l'amélioration de la qualité de l'air. C'est pourtant un levier essentiel de la qualité de vie, notamment pour les territoires ruraux qui subissent la dépendance à la voiture. Pour y répondre, la mobilisation de l'ensemble des acteurs est essentielle.

### **Quels sont les enjeux autour des Services express régionaux pour la mobilité dans le Grand Est ?**



### **JEAN-FRANÇOIS SECONDÉ :**

Les SERM ce sont les Services Express Régionaux Métropolitains. En clair, c'est la création de

réseaux ferroviaires inspirés du RER francilien : des trains réguliers, avec un cadencement à la demi-heure, qui permettent d'effectuer les trajets domicile-travail facilement. C'est un

moyen essentiel pour ne plus dépendre de la voiture au quotidien et pour fluidifier la circulation sur les axes routiers très engorgés aux heures de pointe.

Pour mieux saisir les enjeux, je prends l'exemple de l'A31, en Lorraine. On sait que les trajets pendulaires Nord-Sud entre la Lorraine et le Luxembourg engrangent un trafic routier important, et de nombreux embouteillages en heure de pointe. Face à cela, la solution privilégiée a été celle de la construction de l'A31-bis, une nouvelle autoroute dont les conséquences sur l'environnement seraient désastreuses, ce que souligne notamment l'Autorité Environnementale

Aujourd'hui, nous soutenons le projet de SERM sur le sillon lorrain, qui doit permettre un cadencement suffisant entre le Luxembourg et les bassins de vie mosellans pour simplifier le quotidien des travailleurs-euses transfrontalier-es. Dommage que le développement de ce SERM ait pris autant de temps.

### Est-ce que l'investissement de la Région Grand Est dans le secteur culturel est suffisant ?



#### CAROLINE REYS :

Non, bien au contraire. Nous dénonçons les coupes budgétaires de la Région qui ampute aujourd'hui la culture de 5% de son finan-

cement régional. Cela représente plus de 5 millions d'euros de coupes qui ont des conséquences directes sur nos territoires : moins de création, moins de diffusion, des difficultés accrues pour obtenir le statut d'intermittent, c'est tout un écosystème qui est fragilisé.

La culture est sacrifiée, en témoigne le sort réservé à l'Agence Culturelle Grand Est. En baissant de plus de 60% son budget, la Région opère un vrai démantèlement de l'Agence, entraînant la suppression du pôle spectacle vivant et le licenciement d'une dizaine de salariées de l'Agence.

Contrairement à ce que prétend la majorité régionale, ce sont les plus fragiles qui sont touchés et risquent de disparaître. La culture est perçue par la majorité régionale (la droite) comme une simple variable d'ajustement comptable. Or elle est essentielle dans ce monde de tous les dérèglements : en matière de lien social, d'émancipation et de vitalité dans nos territoires.

### La santé est devenu un enjeu crucial, que peut faire la Région face aux pathologies liées à l'environnement qui se multiplient ?



#### GÉRALDINE KRIN :

La Région doit impulser une véritable approche de santé globale. Notre santé est indissociable de celles des animaux et de l'environnement.

Réorienter l'agriculture est une priorité : en soutenant massivement la transition vers l'agroécologie, la Région peut réduire l'exposition aux pesticides et favoriser une alimentation saine. Cela passe par des aides aux agriculteurs pour adopter des pratiques durables, la création de filières locales bio, et la protection des sols et des ressources en eau.

Transformer l'industrie est tout aussi crucial : la Région doit conditionner ses subventions à l'adoption de modèles non polluants et accompagner les entreprises dans la réduction de leurs émissions pour protéger les populations.

Enfin, renforcer la prévention et l'accès aux soins est indispensable. La Région doit financer des campagnes de sensibilisation en lien avec les associations du territoire notamment sur les perturbateurs endocriniens et la santé mentale. Elle doit garantir une couverture médicale équitable sur tout le territoire, y compris dans les zones rurales.

L'efficacité de ces mesures repose sur leur coordination : agriculture, industrie et santé publique doivent avancer de concert, avec des objectifs clairs et une volonté de favoriser la présence humaine de terrain.



## **SE FORMER ET S'ÉPANOUIR SANS DEVOIR QUITTER SA RÉGION**

*Face aux coupes budgétaires et à la précarité, comment garantir à toutes et tous les moyens de monter ses projets sans quitter ses racines ? De la formation pro au bien-être étudiant, nous défendons une Région qui soutient enfin les ambitions de sa jeunesse sur place.*

**Comment permettre un accompagnement personnalisé et émancipateur des personnes en formation professionnelle ?**



**GÉRARD  
SCHANN :**

La Région Grand Est doit commencer par donner sa juste place à l'enseignement et à la formation. Les baisses

du budget en formation sont continues depuis 2022 et les conséquences en sont visibles partout sur le territoire : fermeture de lycées professionnels, baisse du nombre de places en formations sanitaires, baisse du soutien financier aux missions locales et aux écoles de la deuxième chance... autant de choix politiques qui ne permettent pas d'accompagner correctement les personnes en formation.

Ensuite, la Région Grand Est doit faire confiance aux acteurs et actrices de terrains et aux structures de la formation professionnelle. Nous

dénonçons la mise sous tutelle des missions locales, qui conditionne leurs subventions à des critères de mise à l'emploi. C'est une critérisation qui nuit à l'objet même des missions locales c'est-à-dire accompagner les personnes les plus éloignées de l'emploi et leur permettre un suivi personnalisé et de long terme.

La formation professionnelle doit avant tout donner les moyens nécessaires aux acteurs de terrain plutôt que de leur imposer des contraintes absurdes qui restreignent leur moyens d'action.

**Comment la Région Grand Est se saisit-elle de la question de l'enseignement supérieur ?**



**GHISLAIN  
WYSOCINSKI :**

Face aux enjeux majeurs auxquels est confrontée la jeunesse (dérèglement climatique, précarité, santé

mentale...), la politique régionale en matière d'enseignement supérieur se doit d'être ambivalente. Pourtant, il s'agit d'un véritable angle mort de la Région Grand Est, en particulier concernant la question du bien-être étudiant.

La politique régionale en matière d'enseignement supérieur n'est tournée que vers les besoins des entreprises, en omettant complètement le point de vue des étudiant-es. Nous ne pouvons pas tout miser sur l'innovation et la recherche. Les étudiant-es d'aujourd'hui sont les chercheurs-euses de demain !

Et pourtant, la Région s'attaque aux rares dispositifs adressés directement aux étudiant-es : en novembre 2025, elle a décidé d'abroger le dispositif Bourses de Mobilité Internationale des étudiant-es (BMI). Ce n'est pas acceptable. La Région doit mener une politique ambitieuse en faveur de l'émancipation de la jeunesse.

### L'État réduit d'année en année le budget de l'Éducation Nationale, la Région peut-elle pallier les défaillances nationales dans les lycées ?



#### LUDIVINE PERARD :

Dans nos lycées, la Région et l'État doivent agir ensemble. L'investissement prioritaire du Conseil

régional doit porter sur la rénovation énergétique et qualitative des lycées : des bâtiments éco-responsables, accessibles et adaptés aux besoins pédagogiques modernes. Cela passe par des travaux de rénovation thermique, l'intégration d'énergies renouvelables, et la création d'espaces de vie propices à l'épanouissement des élèves et des équipes éducatives.

Cependant, la Région ne peut rien faire sans l'État, en matière de présence humaine notamment, qui garantisse, le bon apprentissage, la sécurité et la bonne santé des élèves. Cela passe forcément par plus

d'agent-es d'entretien, de personnel en cantine, mais surtout des médecins scolaires, des infirmiers-ières, des psychologues et des conseillers-ères d'orientation en nombre suffisant. Ces professionnel-les sont les vrais remparts contre la violence et la détresse, car ils et elles créent du lien, repèrent les fragilités et accompagnent les jeunes au quotidien.

Enfin, la Région doit exiger de l'État un partenariat ambitieux pour stopper la fermeture des lycées et garantir un renforcement des postes éducatifs et médico-sociaux dans les lycées. L'avenir de nos enfants doit être une priorité et il ne peut pâtir des restrictions budgétaires nationales.

### Quelle place est accordée à l'émancipation de la jeunesse au sein de la Région ?



#### EVELYNE GAREAUX :

Nous retrouvons quelques dispositifs intéressants dans notre Région pour l'émancipation de la jeunesse :

en matière de mémoire notamment au travers du programme éducatif *Mémoire de la Shoah* ou encore le projet *Simone Veil, la traversée du siècle*.

Mais ces dispositifs sont bien maigres face aux difficultés rencontrées par les jeunes de notre région. Précarité, santé mentale, éco-anxiété... la Région doit pouvoir apporter des réponses concrètes à ces défis. Ce n'est pas le cas.

Plus largement, nous regrettons une vision utilitariste et marchande de la jeunesse. En témoigne le *Plan de vie campus et des talents de la Région* qui soutient principalement l'entrepreneuriat des jeunes, alors même que l'urgence est à la lutte contre la précarité de la jeunesse en matière de logement, de mobilité ou d'alimentation. Nous travaillons pour que ces questions essentielles soient davantage prises en compte par la Région.



@grandestecologie



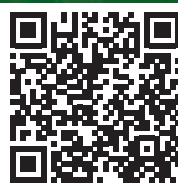
@grand\_est\_ecologie



@grandestecolo



groupe.ecologie@grandest.fr



**ABONNEZ-VOUS**  
à notre infolettre



Ne pas jeter sur la voie publique

<https://lesecologistesgrandest.fr>

**GROUPE LES ÉCOLOGISTES / RÉGION GRAND EST**

1 place Adrien Zeller  
67000 Strasbourg